Compte-rendu de l'audience du Directeur Général

En visite à Lyon, le 11 janvier 2013

ZERO REPONSE !

Bien que sa venue a été annoncée très tardivement, les attentes étaient fortes et nombreuses. A la hauteur des difficultés toujours croissantes rencontrées au quotidien dans notre travail.

Après un retard initial d'une demi heure (!), le ton fût rapidement donné. Suivant un monologue tournant autour des bienfaits de l'action du grand homme depuis son arrivée aux commandes de la DGFIP, les premiers échanges furent aussi longs que mielleux sur la forme et anecdotiques sur le fond. Avant le « goûter » chez le préfet, l'après-midi lyonnais de notre visiteur s'annonçait paisible voire confortable.

Avant la lecture de notre déclaration -cf plus haut-, les représentants FO revenaient d'emblée sur les propos du DG citant Moscovici : « la DGFIP est au cœur de la République ». Si le ministre a évoqué le sujet, c'est bien que l'inacceptable classification « non prioritaire » -et les milliers de suppressions d'emplois qui vont avec- de notre direction par ce même gouvernement lui a valu la colère de ses fonctionnaires. Notre propos sembla tellement insupportable à notre interlocuteur qu'il tenta de nous interrompre dès la deuxième phrase. La sieste était bien terminée ! Notre propos était faux car… M. le directeur connaît bien le ministre et il sait que ce n'est pas vrai… Brillant argumentaire !

Puis, nous avons relayé les revendications de nos collègues de l'accueil de la CAE empêchés par un syndicat de s'adresser au DG le matin même. Celui-ci regarda notre demande d'un œil méfiant pour ne pas dire hostile. Les collègues lui ont adressé depuis un courrier reprenant l'ensemble de leurs demandes.

Mais le meilleur restait à venir. La lecture de notre déclaration n'inspirait à M. Bézard que rictus crispés et mimiques de dénégation.

Les différents points évoqués ayant trait aux effectifs, aux missions et au réseau ne nous valu qu'une déclaration… de non réponse ! Pas gentille la déclaration ! Pas de réponse pour les enjeux nationaux –l'impôt à la source annoncé par Moscovici par exemple-. Rien non plus sur les sujets locaux évoqués. Rien. Quel mépris face aux inquiétudes des agents !

Le « dialogue social » devait donc rester confiné aux questions consensuelles, aux remerciements réciproques, aux assauts de flagornerie et aux passages de pommade !

Cette édifiante entrevue conforte notre conviction. La différence entre la défunte RGPP et la MAP (Modernisation de l'Action Publique) n'est que cosmétique. Les responsables de cette dernière ne s'embarrassent même pas des usages de la courtoisie la plus élémentaire lorsque les « partenaires sociaux » sortent des sentiers battus de l'unanimisme et de la révérence.

Plus que jamais, les élus FO-DGFIP sont au service des agents de la DGFIP et de leurs légitimes revendications. Augmentation de la valeur du point d'indice, maintien des emplois, des missions et des statuts.